



Pour de plus amples informations:

Dismas Nkunda, IRRI: +256 782 310404

Ibrahima Kane, Open Society Foundations: +254 728 787099 / +251 922 114664

Le Conseil de Paix et de Sécurité devrait protéger le droit à une nationalité au Soudan

(Addis Abéba, 28 janvier 2011) Plus d'une douzaine d'organisations de la société civile ont appelé aujourd'hui le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine à veiller à ce que les droits de tous les citoyens actuels du Soudan à une nationalité soient entièrement protégés, suite à la probable sécession du Sud Soudan. Le CPS a suivi l'application de l'Accord de paix global du Soudan, prévoyant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance du Sud Soudan.

Les organisations, qui soutiennent l'Initiative pour les droits à une nationalité en Afrique (CRAI), une campagne visant à mettre un terme à l'apatridie et au déni arbitraire de la nationalité en Afrique, ont déploré l'échec des représentants du gouvernement du Soudan et du gouvernement du Sud Soudan à arriver à un accord sur les droits à une nationalité.

«Le déni du droit à une nationalité est au cœur d'un grand nombre des conflits parmi les plus inextricables d'Afrique » a déclaré Dismas Nkunda, directeur de l'Initiative internationale pour les droits des réfugiés, l'une des principales organisations regroupées au sein de la coalition du CRAI. « Le CPS devrait faire ce qu'il faut pour éviter que le Soudan ne devienne un cas de plus ».

La soumission du CRAI au CPS a salué les déclarations du président Bachir indiquant son engagement à protéger les populations du Sud de toute violence dans le Nord, et sa promesse de leur permettre de conserver leur résidence et leur emploi dans le secteur privé. De même, elle a accueilli favorablement les engagements similaires du gouvernement du Sud Soudan indiquant que les droits des populations du Nord seront protégés dans le Sud, tandis que les populations pastorales basées dans le Nord conserveront leurs droits traditionnels de pâture et de déplacement des troupeaux dans le Sud.

Toutefois, ils n'ont pas manqué de souligner le grave risque d'apatridie si la nationalité soudanaise existante est retirée, comme le postule la position actuelle du gouvernement du Soudan, sur la base de l'appartenance d'une personne aux « communautés indigènes » du Sud Soudan.

L'octroi de la nationalité, dans la législation ou dans la pratique, sur la base de l'appartenance ethnique, crée la possibilité que ne soit pas respecté le droit à la nationalité des personnes dont le statut « d'indigène » est susceptible d'être mis en doute, quelle que

soit la période depuis laquelle leurs familles résident sur le territoire concerné. Parmi les groupes les plus susceptibles d'être affectés se trouvent ceux qui ont des membres des deux côtés de la frontière nord-sud et les populations issues de brassage ethnique.

Les signataires de la soumission du CRAI ont invité le CPS à veiller à ce que, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de la région, la République du Soudan et le futur gouvernement du Sud Soudan adoptent rapidement des lois sur la nationalité stipulant, au minimum, les éléments suivants :

- L'absence de discrimination sur la base de la race, de l'ethnicité, de la langue, de la religion, du genre, ou de toute autre raison de même ordre interdite par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;
- Prévoir que toutes les personnes qui ont un lien avec les deux Etats ont le droit de choisir la nationalité qu'elles préfèrent, pendant une période de transition ;
- Prévoir la double nationalité entre le nord et le sud ; et, au minimum, autoriser la double nationalité par naturalisation après le choix d'une nationalité initiale ;
- Prévoir un processus en bonne et due forme pour le retrait ou l'octroi de la nationalité et
- Prévoir des garanties contre l'apatridie.

INITIATIVE POUR LES DROITS A UNE NATIONALITE EN AFRIQUE (CRAI)

CRAI est une campagne visant à mettre un terme à l'apatridie et au déni arbitraire de la nationalité en Afrique.

www.CitizenshipRightsAfrica.org

L'initiative CRAI est un projet conjoint du Global Pan African Movement, de l'Initiative internationale pour les droits des réfugiés et de l'Open Society Justice Initiative.

Contact:

CRAI@CitizenshipRightsAfrica.org